

# Un œil sur



# Défense

## Géopolitique et Sécurité

N°219 bis, été 2024

### L'expansion chinoise en Indo-Pacifique<sup>1</sup>

Général (2s) Daniel Schaeffer

*Saint-Cyrien, breveté militaire en chinois et relations internationales, le général (2s) Daniel Schaeffer a été attaché de défense en Thaïlande, au Vietnam et en Chine. En 2<sup>ème</sup> section depuis 2000, il est chercheur indépendant et membre du groupe de réflexion Asie21 ([www.asie21.com](http://www.asie21.com)).*

L'expansion chinoise vers l'Indo-Pacifique inquiète le monde occidental et peu, voire pas du tout, les pays qui commencent à apparaître comme le Sud mondial (Global South), à quelques exceptions près, comme l'Inde fortement soucieuse de la pénétration chinoise de plus en plus prononcée en océan Indien.

Pour l'heure, cette expansion générale se présente d'abord à dominante économique, politique et scientifique. Elle est néanmoins sous-tendue par une présence militaire, navale surtout, qui se densifie progressivement sans pour autant se révéler vraiment hostile. Seules exceptions à ce développement tranquille et puissant, la menace permanente de reconquête de Taïwan par la force, les prétentions de Pékin en mers de Chine de l'Est et du Sud<sup>2</sup>, les risques d'affrontement entre ce dernier et Washington et ses alliés.

Même si les mers de Chine et celle du Japon apparaissent comme des annexes du Pacifique parce qu'elles en sont séparées par un feston continu d'archipels, elles en sont néanmoins parties intégrantes. Et ce qui s'y joue actuellement, à cause de la question de Taïwan, à cause de la tension montante sino-américaine, à cause de la répercussion de la crise ukrainienne sur l'Extrême-Orient maritime, à cause des ambitions chinoises sur les deux mers qui portent son nom, crée une situation qui pourrait dégénérer en conflit d'une extrême gravité.

.\*.

### **VERS LE PACIFIQUE NORD, UNE EXPANSION STRATEGIQUE CONTRARIEE PAR LA GEOGRAPHIE**

Dans ces tensions qui caractérisent le Pacifique nord, il n'y a pas, malgré les apparences, des contentieux distincts les uns des autres, mais un entrelacs de tous qui interfèrent les uns sur les autres.

---

<sup>1</sup> Cet article fait suite à celui publié dans la revue Défense, mai-juin 2009, n°139, « Le théâtre Indo-Pacifique dans la stratégie globale de la Chine »

<sup>2</sup> Mer de Chine de l'Est : prétention sur les trois quarts de l'espace ; mer de Chine du Sud : prétentions sur 80% de l'espace sur la base d'un tracé en dix traits, tentative d'extorsion de droits des riverains dans leurs ZEE

# Un œil sur



# Défense

## Géopolitique et Sécurité

Ainsi, pourquoi Pékin est-il aussi agressif à l'égard tant du Japon que du Sud-est asiatique pour la défense de droits injustifiés dans les deux mers de Chine ? Beaucoup d'observateurs avancent que ces tensions sont dues à sa tentative d'accaparement territorial de la quasi-totalité de ces deux espaces marins, de leurs eaux et des micro-territoires insulaires qui s'y essaient, ainsi que de contrôle des colonnes d'air au-dessus. Ils considèrent aussi qu'elles sont dues aux conflits d'intérêts liés aux enjeux économiques qui s'y disputent, pêche et hydrocarbures surtout.

S'il y a une très forte part de vérité dans tout cela, si sur la majeure partie des espaces des mers de Chine de l'Est et du Sud les ambitions chinoises apparaissent d'abord tenir à des prétentions à souveraineté, elles le sont aussi sur Taïwan, cette île dite rebelle qu'il faut, dit la propagande, ramener à la mère-patrie. Mais les visées, qui ne sont pas dites, sur la grande île vont au-delà de cette seule considération politique. Taïwan est en effet le verrou bouclant les archipels qui bordent les aires marines convoitées pour en faire des mers semi-fermées. Par voie de conséquence, les échappatoires qu'ils offrent vers le Pacifique sont les détroits qui les percent, avec tous les risques de vulnérabilité qui s'y attachent pour les marines et les aviations qui doivent les franchir, dilemme préoccupant pour les Chinois.

### **Le problème de la sortie de la mer de Chine de l'Est vers le Pacifique**

C'est pourquoi, pour sortir de la mer de Chine de l'Est, la MAPL<sup>3</sup> multiplie les opérations de reconnaissance des détroits qui ouvrent l'archipel des Ryukyu<sup>4</sup> vers le Pacifique, opérations qui, de surcroît, sont autant d'avertissements au Japon. En se plaçant dans une hypothèse de guerre, la Chine a bien conscience que ces sorties sont déjà surveillées aujourd'hui par les marines adverses, américaine et japonaise essentiellement, et le seraient davantage encore en temps de crise grave. Dans l'objectif de compenser les risques inhérents à la menace sous-marine à la sortie des détroits, elle s'est lancée dans une solide formation de ses unités navales à la lutte anti-sous-marine.

### **Le problème de la sortie de la mer de Chine du Sud vers le Pacifique**

Au sud, elle est assujettie aux mêmes contraintes, avec seulement quatre échappées possibles : le détroit de Bashi entre les Philippines et Taïwan, les détroits indonésiens de Lombok et de la Sonde, et celui de Malacca. En cette mer, le problème majeur qui se pose pour sa marine est de pouvoir faire transiter en sécurité ses sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) entre leur port-base de Sanya, au sud-est de l'île de Hainan, vers le Pacifique sans risquer d'être repérés, avant qu'ils ne puissent se fondre dans les grandes profondeurs océaniques. Or à l'heure actuelle, tant que la nouvelle génération de SNLE de la classe Tang n'est pas encore sortie des arsenaux, ce sont les Jin qui sont en activité<sup>5</sup>.

<sup>3</sup> Marine de l'Armée populaire de libération

<sup>4</sup> Entre le sud de l'île japonaise de Kyushu et le nord de Taïwan

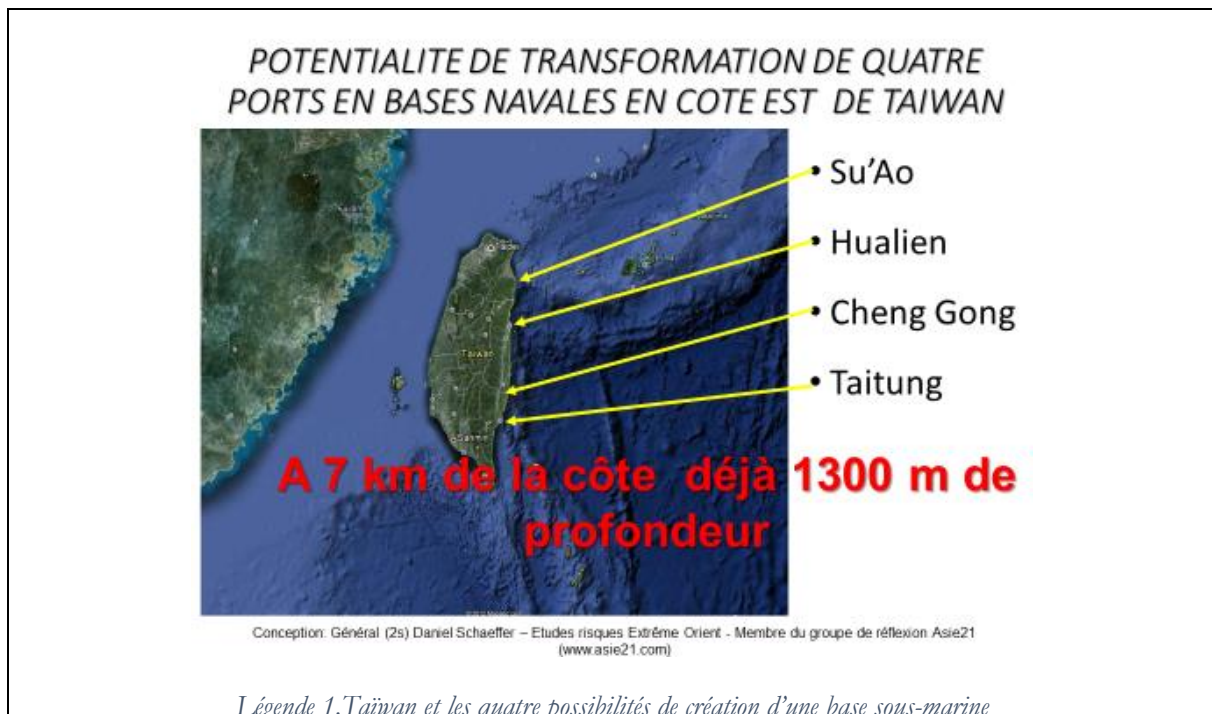
<sup>5</sup> 6 en dotation et en service, plus 7 SNA et 48 sous-marins classiques



En 2022 a été adapté sur eux le missile Julang nouvelle génération, le Julang III dont la portée est limitée à 10 000 km, peut-être 12 000. Or il s'avère que, malgré ce progrès, ces missiles ne pourraient atteindre que l'Alaska, Hawaï et tout juste les États de Washington et de l'Orégon au nord-ouest des États-Unis, s'ils étaient tirés à partir du cœur de la mer de Chine du Sud.

### Le verrou taïwanais

Tout ceci explique pourquoi Pékin, derrière l'affichage du principe de souveraineté, tient tant à récupérer Taïwan, ce qui lui ouvrirait toute grande la porte d'un total libre accès aux eaux du Pacifique. A l'est de l'île s'offre en effet la possibilité de créer au moins une base sous-marine avec un choix possible sur quatre sites à partir desquels les SNLE pourraient s'enfoncer dans les profondeurs marines proches avec un risque quasiment nul d'être repérés : à peine à 7 km de la côte les fonds atteignent 1 300 mètres. Rien de comparable avec ce qu'impose la sortie de Sanya, avec une navigation au-dessus d'un plateau continental qui s'étend sur 100 km, avec une profondeur maximale de 400 mètres, jusqu'au rebord de la fosse centrale.



Nous voici donc amenés à la question de la reconquête potentielle de Taïwan par Pékin qui persiste à vouloir procéder à une réunification par la force armée au cas où cette République de Chine viendrait à prononcer unilatéralement son indépendance.



Dans l'immédiat cependant, c'est toujours la solution pacifique qui prévaut du côté de la RPC alors que, de l'autre côté du détroit, commence à se faire jour une orientation de plus en plus prononcée en faveur de l'indépendance : 48,9% des sondés<sup>6</sup> en septembre 2023 au lieu de 25% deux ans auparavant. Taïwan se rapproche donc progressivement de la cote d'alerte.

De ce fait, il apparaît désormais inutile pour Washington d'inciter Taïpeh à se déclarer indépendant, comme en mars 2022 l'a indirectement tenté Mike Pompeo, qui fut secrétaire d'Etat de 2018 à 2021, en appelant son gouvernement à reconnaître diplomatiquement Taïwan en tant que « *pays libre et souverain* ». Sous Biden, la tendance s'est cependant modulée même si l'influence américaine reste fortement présente auprès du gouvernement de l'île et que les ventes d'armement se poursuivent, a minima cependant alors que les besoins sont majeurs, notamment en défense antimissiles et antidrones. Car, en cas d'attaque chinoise, l'île risque de se retrouver fort seule, ou secourue bien trop tard, comme l'ont déjà démontré plusieurs scénarii développés par plusieurs centres américains de recherche<sup>7</sup>.

Dans l'hypothèse d'une agression armée contre l'île, la Chine a aujourd'hui la capacité de mener une opération ciselée dont les limites ne dépasseraient pas la dizaine de kilomètres au nord et au sud de l'île. C'est possible dans la mesure où la précision actuelle des missiles chinois permettrait de ne pas faire déborder l'attaque sur le nord des Philippines, ni sur le sud des îles japonaises des Ryukyu. De chaque côté de Taïwan, ces territoires se situent en effet à plus de 100 km de lui<sup>8</sup>. En revanche tout débordement sur eux entraînerait fatalement dans ce conflit sino-taïwanais, et malgré elles, les Philippines, appuyées par les Etats-Unis, comme le serait le Japon, peut-être soutenu par un engagement d'une Australie appelée dans le cadre de l'AUKUS<sup>9</sup>, voire de l'OTAN dont Tokyo ne cesse de demander l'implication en Indo-Pacifique, Tokyo qui, par ailleurs, se verrait menacé par les Russes, voire les Nord-Coréens en soutien de Pékin.

### L'implication induite des Philippines

C'est dans le cadre de cette potentialité conflictuelle que s'inscrit le renforcement récent de l'aide des États-Unis aux Philippines, non seulement pour épauler celles-ci dans la défense de leurs droits légitimes bafoués par la Chine dans leur zone économique exclusive (ZEE), mais aussi pour disposer de positions au plus près du détroit de Bashi et de Taïwan.

---

<sup>6</sup> Cf. « Poll shows 48.9% support independence », accessible à <https://www.taipeitimes.com/News/taiwan/archives/2023/09/02/2003805648>

<sup>7</sup> Dont surtout le Centre américain d'études stratégiques et internationales (CSIS), « The first battle of the next war », accessible à <https://www.csis.org/analysis/first-battle-next-war-wargaming-chinese-invasion-taiwan>

<sup>8</sup> 115 km entre Taïwan et Yonaguni (Japon) ; 143 km entre Taïwan et Itbayat (Philippines)

<sup>9</sup> AUKUS : Accord Australie, Royaume Uni (UK), Etats-Unis (US) annoncé officiellement le 15 septembre 2021 et qui a eu pour conséquence l'annulation du projet de fourniture française de sous-marins à Canberra

# Un œil sur



# Défense

## Géopolitique et Sécurité

Actuellement Manille, toujours allié de Washington dans le cadre du Traité de défense mutuelle de 1951 et des annexes qui lui ont été attachées depuis<sup>10</sup>, a ouvert progressivement neuf bases aux Américains, cinq en 2016 et quatre en 2023. L'accueil de troupes y est admis selon le principe de relèves par rotations semestrielles et non pas celui d'une présence permanente comme ce le fut sur Clark et Subic Bay avant 1991. Et depuis peu s'ouvre la perspective de la création d'une nouvelle implantation sur Ibayat, l'île la plus septentrionale de l'archipel, distante de quelque 140 km du sud de Taïwan. Ainsi, en contrepartie du soutien américain pour la défense de leurs droits en mer de Chine du Sud, voici les Philippins indirectement contraints de concéder un risque d'entrée en guerre contre les Chinois à cause de Taïwan.

### **L'implication induite du Japon**

Au nord de Taïwan, la question se pose de manière quasi-identique. Les Japonais prennent en effet en considération le risque de voir déborder sur leur territoire, sur le sud des îles Ryukyu, peut-être même jusqu'à Okinawa, là où est basée la 7<sup>ème</sup> flotte américaine, une guerre sino-taïwanaise et par voie de conséquence sino-américaine. Dans cette perspective, ils ont aussi analysé que, du fait de la quasi-alliance sino-russe provoquée par les événements de la place Maïdan en 2014, ils risquaient désormais de se trouver aussi confrontés aux Russes qui viendraient épauler les Chinois sur leur flanc nord. L'hypothèse est d'autant plus fondée que depuis cette date, les deux alliés de circonstance se livrent à de multiples manœuvres navales et aériennes dans les mers qui entourent le Japon : mers de Chine de l'Est, du Japon et des Philippines.

Face à une telle situation préoccupante, Tokyo a décidé d'augmenter de manière conséquente son budget de la défense pour le faire passer de 52,7Mds de \$ en 2024 à 288,5Mds de \$ en 2029 et d'accroître ses capacités autochtones d'armement, notamment de missiles à courte et à moyenne portée. Dans les Ryukyu, il réorganise le déploiement de ses forces et de ses systèmes d'alerte et commence à y procéder, à partir d'avril 2024, au déploiement de missiles de croisière de défense côtière. Il entreprend la réhabilitation de 16 aéroports et ports anciens pour les rendre opérationnellement aptes au temps de guerre.

### **La perspective d'entrée de l'Otan en Pacifique Nord<sup>11</sup>**

Enfin le voici qui alerte avec insistance sur les menaces qui pèsent sur lui et appelle à l'engagement de la force protectrice de l'Otan, appel entendu puisque depuis 2022, à Madrid, le Japon est admis à siéger aux sommets de l'Otan<sup>12</sup>.

<sup>10</sup> « Visiting Forces Agreement » signé le 10 février 1998 et « Enhanced Defence Cooperation Agreement » signé le 28 avril 2014

<sup>11</sup> Pour compléter, du même auteur, voir « Comment l'OTAN prépare son entrée en Indo-Pacifique » (9 juillet 2023), accessible à <https://www.asie21.com/2023/07/09/comment-lotan-prepare-son-entree-en-indo-pacifique/>

<sup>12</sup> Ainsi que la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, non membres, comme le Japon, de l'Otan.



Et il pourrait l'être régulièrement aux réunions des responsables défense de l'Organisation<sup>13</sup> alors qu'il n'en est pas membre. Seule la France est pour l'heure opposée à un tel transfert<sup>14</sup>, puisque territorialement, le traité de l'Atlantique nord ne couvre pas l'Indo-Pacifique. Mais à Tokyo c'est l'ambassade du Danemark qui fait déjà office de bureau de liaison. Toujours est-il que la perspective d'une entrée potentielle de l'Otan en Pacifique nord n'enchantent pas la Chine, d'autant plus que semblent se cristalliser en face d'elle deux autres alliances ou quasi-alliances régionales : le dialogue quadrilatéral de sécurité (Quad)<sup>15</sup>, avec l'Australie, l'Inde, le Japon et les États-Unis et l'AUKUS<sup>16</sup>, qui lie l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis, alliance à laquelle sont aujourd'hui candidats le Japon et la Corée du Sud.

Par comparaison avec cette situation crispante qui caractérise le théâtre nord-ouest du Pacifique nord, l'expansion de la Chine en Pacifique sud et en océan Indien, où elle déploie une puissante stratégie d'influence, s'accomplit plus paisiblement, de manière à la fois méthodique et résolue.

.\*.

### LES ENJEUX DE L'INDO-PACIFIQUE SUD

Vers les deux océans, Pacifique sud et Indien, l'importance primordiale donnée aux enjeux économiques voile les enjeux stratégiques dont la réalité se dessine cependant de plus en plus visiblement.

#### Les visées économiques maritimes chinoises

Sur le plan économique, l'exploitation industrielle chinoise des ressources halieutiques des deux océans, parfois au mépris du droit de la mer et des droits souverains des États côtiers et des États-archipels, suscite de légitimes préoccupations. Selon certains témoignages, les navires-usines chinois capturent en une semaine ce que les bateaux traditionnels de pêche hissent à leurs bords en un an. Et puis, lorsque l'ONU en aura pris la décision finale, se profile la perspective de participer à l'exploitation de trois gisements métallifères sous-marins<sup>17</sup>. Comme plusieurs autres pays, la Chine y dispose déjà de droits d'exploration.

---

<sup>13</sup> Entretiens Kishida Stoltenberg du 31 janvier 2023 à Tokyo.

<sup>14</sup> Cf. « France objects to Nato plan for office in Tokyo », accessible à <https://www.ft.com/content/204e595f-5e05-4c06-a05e-ffa61e09b27>

<sup>15</sup> Quadrilateral Security Dialogue ; en sommeil depuis une dizaine d'années, il est ravivé en 2017 sur proposition de l'Inde

<sup>16</sup> Signé le 15 septembre 2021 et qui a valu à la France de voir son contrat annulé de construction de sous-marins pour l'Australie

<sup>17</sup> sulfures hydrothermaux sur les fonds de la Dorsale sud-ouest en océan Indien, des encroûtements ferromanganésifères et cobaltifères du plateau océanique de Magellan et des nodules polymétalliques de la zone de fracture Clarion-Clipperton pour les nodules polymétalliques en océan Pacifique



Mais pour être bien placée dans la compétition en vue de l'obtention des contrats d'exploitation, elle a eu l'idée, ou la malice, de proposer à l'Autorité internationale des fonds marins (ISA)<sup>18</sup> de créer à Qingdao, dans la province du Shandong, un centre conjoint sino-onusien de formation et de recherche<sup>19</sup> dédié à ce sujet spécifique. Il a été inauguré le 9 novembre 2020. Un bel exemple de la stratégie chinoise d'influence !

### **Les investissements portuaires chinois dans le nord de l'océan Indien**

Autre préoccupation de la Chine, la protection de ses voies commerciales maritimes au nord de l'océan Indien, notamment de ses convois d'hydrocarbures entre le Moyen Orient et le détroit de Malacca et des matières premières depuis la côte Est de l'Afrique. C'est pourquoi elle s'est lancée dès le début du siècle, avant même le lancement du programme des nouvelles routes de la soie en 2013, à une politique de contribution à la modernisation et à l'accroissement des capacités opérationnelles des ports des pays riverains situés sur la frange nord de l'océan Indien, à l'exception de l'Inde, sa grande rivale : Gwadar au Pakistan, Chittagong au Bangladesh, Hambantota au Sri Lanka, Kyaukpyu en Birmanie<sup>20</sup>, proche de Rangoun. Le Sri Lanka, incapable de rembourser le prêt engagé auprès des Chinois, leur cède en décembre 2017 la gestion d'Hambantota pour un bail emphytéotique de 99 ans. Quant à l'aménagement de Kyaukpyu, il est fait pour alimenter l'oléoduc qui traverse en diagonale la Birmanie avant d'arriver à Kunming, en Chine. L'armée birmane en assure la sécurité. Objectif de l'opération : éviter partiellement le détroit de Malacca susceptible d'être soumis à blocus en cas de crise grave régionale.

### **La base chinoise de Djibouti**

C'est aussi dans ce même souci de sécurité que la Chine a réussi à obtenir le droit de construire une base à Djibouti. Ouverte en 2017, elle est le point d'appui pour les trois navires dédiés à la lutte contre la piraterie dans tout le secteur de la corne de l'Afrique. A raison d'une rotation tous les six mois, la Chine en est à sa 46<sup>ème</sup> opération depuis le 26 décembre 2008. Depuis, elle a aussi opportunément servi à réceptionner les ressortissants chinois évacués de pays en guerre intestine dans la région, comme le 9 avril 2015 pour 600 d'entre eux et 225 autres nationaux non chinois extraits du Yémen, et entre le 25 et le 27 avril 2023 pour ceux pris au piège de la guerre au Soudan. Le groupement naval contribue en outre à la stratégie d'influence chinoise dans tout l'océan Indien avec la multiplication d'escales chez les pays riverains comme tout récemment, en avril 2024, au Mozambique et à Madagascar. A quoi s'ajoutent les escales humanitaires de l'impressionnant navire-hôpital Arc de paix.

<sup>18</sup> International Seabed Authority

<sup>19</sup> International Seabed Authority (ISA) – China Joint Training and Research Centre (ISA-China JTRC)

<sup>20</sup> Myanmar depuis 1991, traduction de Birmanie en birman, nom officiellement enregistré par l'ONU

# Un œil sur



# Défense

## Géopolitique et Sécurité



Légende 2. Le navire-hôpital chinois Arc de paix. Source : <https://www.bairdmaritime.com/work-boat-world/small-craft-world/search-and-rescue/china-s-peace-ark-sets-sail-for-2018-mission/>

### La pénétration chinoise en océan Indien

Toujours est-il que cette activité des Chinois, par ailleurs solides alliés des Pakistanais rivaux de l'Inde, inquiète fortement New Delhi qui tente partout de contrer l'influence de leurs rivaux dans un espace marin qu'il considère comme sa *mare nostrum* : aux Maldives où les présidents successifs penchent soit pour l'Inde, soit pour la Chine, où cette dernière à multiples reprises a proposé la construction d'une base sous-marine, quels que soient les problèmes soulevés de faisabilité par ailleurs. Pour contrer une tentative d'implantation commerciale chinoise aux Seychelles, les Indiens obtiennent de l'île Maurice de construire une base militaire sur l'île d'Agaléga, plus proche des Seychelles que de Maurice. Autre sujet d'agacement de l'Inde, les navires océanographes chinois viennent se livrer à d'intenses activités de mesures des fonds marins proches du pays, sans toutefois empiéter sur sa ZEE. Mais cette activité, légale en vertu du droit de la mer, irrite : les Chinois sont soupçonnés de cartographier les fonds sous-marins à fins ultérieures de navigation sous-marine. A juste titre les Indiens relèvent une intense présence de sous-marins chinois dans la région depuis peu, autre vif sujet de préoccupation.

### Des visées non encore exprimées sur Diego Garcia

Enfin il y a lieu de se demander quel sera l'avenir de la base de Diego Garcia dans la mesure où le Royaume-Uni, souverain sur le site encore aujourd'hui, a été invité par l'ONU le 25 février 2019 à restituer l'archipel des Chagos à l'île Maurice « le plus rapidement possible », et, face à cet avenir incertain, quelles pourraient être les visées de la Chine sur cet espace stratégique en plein cœur de l'océan Indien ? Port-Louis a cependant déjà confirmé qu'il maintiendrait le bail en cours alloué aux États-Unis jusqu'en 2036. Mais après ?

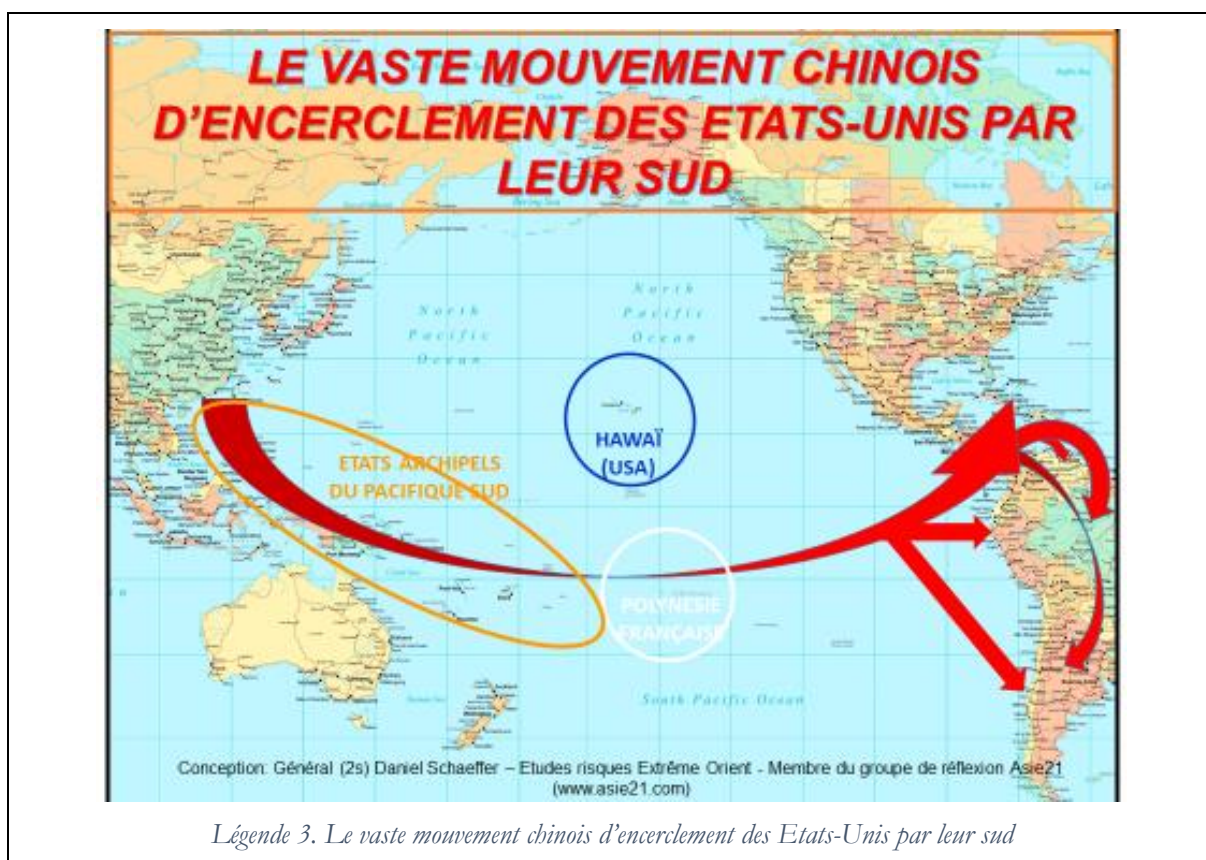




A cette question il faut juxtaposer celle des îles Eparses lorsque l'on sait que les Chinois exercent une forte influence, en termes économiques surtout sur Madagascar, dans l'espoir de contribuer, avec bénéfice, au développement des ressources maritimes du pays. Mais c'est aussi un objectif qui, derrière le paravent malgache, brouille leur visée stratégique, non dite, sur les Eparses et le canal du Mozambique.

### **Pacifique sud : l'ample mouvement chinois d'encercllement des États-Unis**

Quant aux ambitions de Pékin en Pacifique, il s'agit pour lui de se constituer un véritable tremplin à partir duquel il a commencé à opérer un vaste mouvement d'encercllement des États-Unis par leur sud. Nous sommes là en pleine expression du jeu de go. Le tremplin, ce sont les États-archipels du Pacifique sud où la Chine fait petit à petit sauter les relations diplomatiques qu'ils entretenaient avec Taïwan pour les ouvrir à son compte. Là, seulement trois, sous protection des États-Unis, restent fidèles à Taïpeh<sup>21</sup>.



Légende 3. Le vaste mouvement chinois d'encercllement des Etats-Unis par leur sud

<sup>21</sup> Îles Marshall, Palau, Tuvalu : Nauru a signifié à Taïwan la fin de leurs relations le 15 janvier 2024

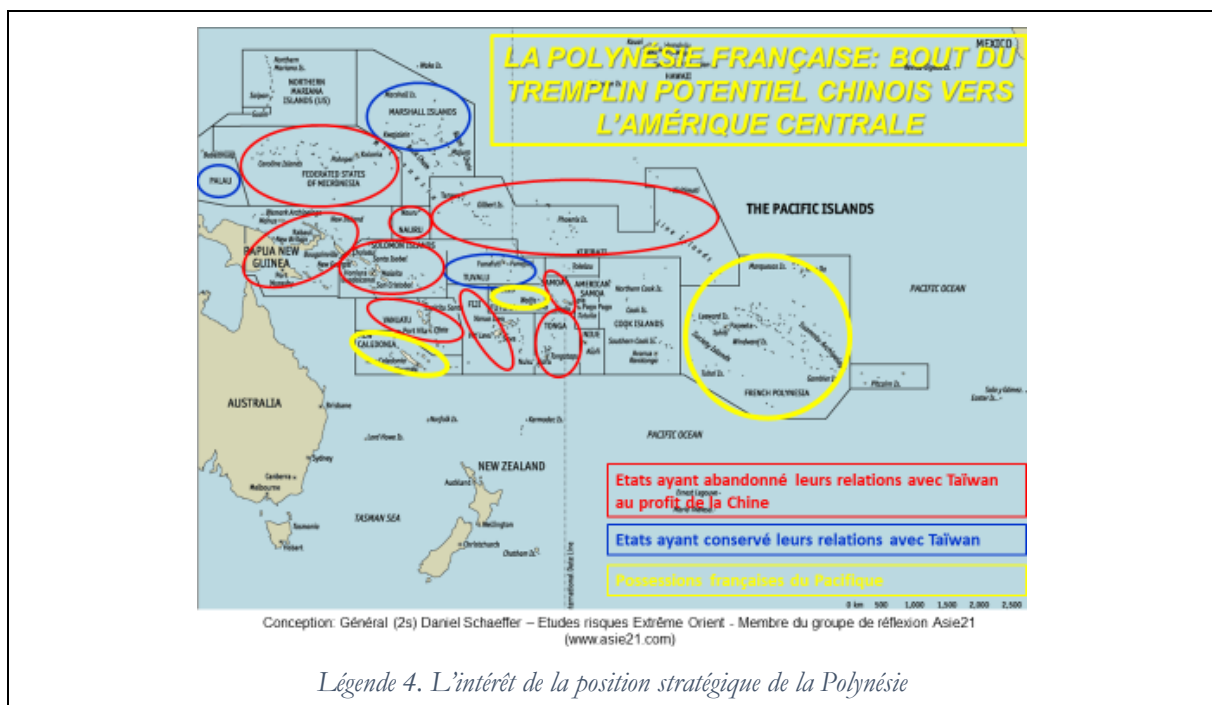


Après des îles Salomon, cette approche commence à se densifier avec la signature, le 11 juillet 2023, d'un accord de coopération « en termes de police et de sécurité » entre les deux pays, un accord qui pourrait être précurseur d'un possible accord ultérieur de coopération militaire. Dans les intentions chinoises, la visée sur la Nouvelle-Calédonie est manifeste. Et ce n'est pas seulement à cause du nickel dont elle exporte déjà en brut les 2/3 de la production. Une telle démarche, discrète mais réelle, inquiète fortement l'Australie qui, dans l'ambition de Pékin sur notre possession, voit une menace se profiler à sa porte. D'où l'importance pour Paris de maintenir un dialogue étroit avec Canberra afin de contribuer en commun à limiter les visées chinoises dans ce secteur.

### Le tremplin potentiel chinois vers l'Amérique centrale et du Sud

Quant à la Polynésie, elle se situe à la pointe extrême du tremplin. Déjà, une société chinoise de pisciculture a été autorisée en 2012 à ouvrir une exploitation à Hao, secteur ancien de nos essais nucléaires. Là, il est tout de même intéressant de relever le caractère stratégique du site avec sa piste d'aviation de 3 320 mètres.

Enfin la Chine accomplit de sérieuses approches du gouvernement polynésien qui, du fait de son autonomie élargie par la loi organique de février 2014, peut l'amener en toute bonne foi à ouvrir la voie à des accords économiques avec Pékin, préalable à une extension ultérieure des relations à un niveau stratégique.



Légende 4. L'intérêt de la position stratégique de la Polynésie

# Un œil sur



# Défense

## Géopolitique et Sécurité

Sur ce point la France reste cependant vigilante. Lors de sa visite en Polynésie en juillet 2021 le président Macron a tout de même prévenu qu'« on ne peut être Français le lundi et Chinois le mardi ». Mais cette vigilance risque fort d'avoir des effets limités au détriment de Paris.

Dans une procédure identique à celle qu'elle conduit en Pacifique sud, la Chine réussit petit à petit à convaincre les États d'Amérique centrale à rompre avec Taïwan. Ce qu'elle fait en 2021 avec le Nicaragua où elle entreprend une forte politique d'investissements, et le 26 mars 2023 avec le Honduras. En revanche, le Guatemala reste fidèle à Taïwan sans pour autant rejeter les approches économiques chinoises. Par-delà l'isthme centraméricain, la Chine noue d'opportunes relations avec Cuba et le Venezuela, deux pays ostracisés par les États-Unis, en même temps qu'elle étend partout son influence dans les Caraïbes. Côté Pacifique, elle développe des relations déjà anciennes et importantes avec le Chili. Au Pérou, Cosco, premier transporteur maritime chinois et troisième mondial, investit dans un port en eau profonde à Chancay, à 67 km au nord de Lima. De plus en plus la Chine étoffe ses relations avec le Brésil, l'Argentine, le Mexique, mettant petit à petit à mal la doctrine de Monroe sans que les États-Unis ne puissent y faire grand-chose.

### EN CONCLUSION

Force est de constater que, en dehors du secteur nord-est du Pacifique où l'atmosphère est fortement tendue à cause d'une Chine qui menace de reconquérir Taïwan par la force, de s'approprier la majeure partie de ses mers proches au mépris du droit de la mer et des droits de autres riverains, l'expansion maritime chinoise dans le reste de l'Indo-Pacifique progresse résolument et méthodiquement, sans violence, ni menace de violence à la date d'aujourd'hui. Dans le Pacifique, cette progression inquiète cependant les pays anglo-saxons qui voient leurs prérogatives risquer d'être battues en brèche, ce qui les amènent à resserrer leurs alliances, au travers de l'AUKUS notamment. Il en est de même en océan Indien pour l'Inde qui, en 2017, fait revivre le dialogue quadrilatéral de sécurité (Quad).

Mais qu'y faire ? En vertu de quoi faudrait-il tenter d'empêcher cette inéluctable expansion chinoise vers les grands océans ? Ce serait contrevenir au droit international sur la liberté des mers. Nous voici donc face à un réel problème de partage entre cette imparable extension chinoise et la défense de nos intérêts stratégiques, pour ne prendre en considération que ceux de la France, voire de l'Europe. Tout le problème sera désormais de gérer, sans confrontation autant que possible, cette situation fortement évolutive, mais aussi et surtout sans aucune faiblesse, ni compromission.